

Association canadienne pour les études supérieures



Présentation prébudgétaire concernant le budget fédéral 2013

Association canadienne pour les études supérieures

Août 2012

301-260, rue St-Patrick Ottawa, ON K1N 5K5 www.acpes.ca (613) 562-0949

Arguments en faveur d'un investissement continu dans l'éducation supérieure

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) est l'organisme national qui encourage, stimule et favorise l'excellence dans l'éducation supérieure et la recherche universitaire. L'ACES a été formée en 1962 et offre un lieu de dialogue et de coopération à ses membres, dont font partie 58 universités canadiennes, trois organismes subventionnaires de recherche fédéraux, ainsi que d'autres institutions et organisations ayant un intérêt pour les études supérieures.

Il est impératif que le gouvernement fédéral continue non seulement à investir dans l'éducation supérieure, mais également à augmenter son investissement afin que le Canada puisse répondre à la demande pour des personnes hautement qualifiées nécessaires à notre croissance économique, afin que nous soyons prêts à tirer parti de l'inévitable redressement économique. Investir dans l'éducation supérieure n'est pas une fin en soi. L'éducation des Canadiens hautement qualifiés et un nombre croissant d'entre eux, à la fois dans les disciplines STIM et les arts créatifs, ainsi que les sciences sociales et humaines, sont nécessaires pour répondre aux besoins de plus en plus complexes des sphères publiques et privées qui sont en concurrence au sein d'une économie en constante expansion.

Arguments en faveur d'un investissement accru dans l'éducation supérieure

Veiller à ce que les recherches se poursuivent au sein des universités afin de permettre l'éducation et la formation des générations successives de travailleurs est crucial si le Canada veut relever les défis posés par le changement générationnel.

La demande pour des travailleurs ayant fait des études supérieures est en augmentation. À mesure que la population augmente et que la vie quotidienne devient de plus en plus complexe sur le plan technologique, les questions sociales et économiques nécessitent de plus en plus de la formation et des compétences spécialisées de pointe, ce qu'offrent les études supérieures. De l'élaboration du Bras canadien jusqu'à la recherche sur le cancer, de la négociation des accords commerciaux à l'élaboration d'approches améliorées pour prendre soin d'une population âgée croissante, nous bénéficions tous de l'investissement réalisé dans les études supérieures.

Entre 1990 et 2008, le taux d'emploi des titulaires d'un diplôme d'études supérieures a doublé (Figure 1).

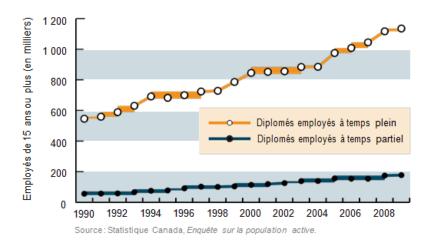


Figure 1. Le Canada a connu une forte croissance de la demande pour des diplômes d'études supérieures.

Il ne fait aucun doute que la formation des diplômés universitaires au niveau de la maîtrise et du doctorat a un coût. C'est un investissement que la société, les étudiants, leurs familles et les Canadiens doivent partager. Toutefois, ce coût a également un rendement important. En effet, la rationalité économique de l'investissement dans l'enseignement supérieur est forte. La figure 2 montre que la capacité de revenu des diplômés universitaires, en particulier ceux qui ont suivi des études supérieures (maîtrise et doctorat), est plus élevée que la capacité de ceux qui ont un baccalauréat et est près du double de la capacité de ceux avec des niveaux d'éducation inférieurs.

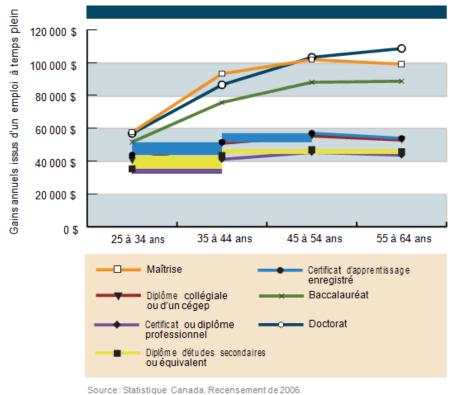


Figure 2. Augmentation des revenus en fonction de l'expérience et du plus haut niveau de l'éducation.

Du point de vue des revenus, le niveau de l'impôt sur le revenu payé par ces travailleurs (environ 44 % des taxes payées) suit la même tendance, ce qui représente une somme importante pour le Canada.

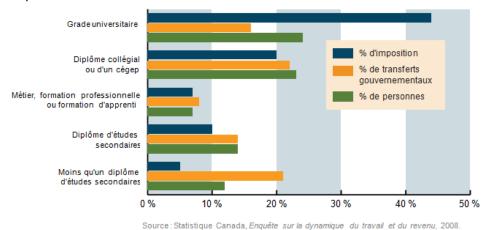


Figure 3. En proportion de leurs revenus accrus, les diplômés universitaires, en particulier ceux titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat, contribuent à environ 44% de l'impôt sur le revenu du Canada.

En outre, l'incidence du chômage dans ces cohortes est aussi considérablement plus faible que dans d'autres cohortes d'éducation. Les titulaires de maîtrises et de doctorat sont souvent plus mobiles, ce qui leur permet de s'installer dans les zones de plus grande nécessité de l'emploi.

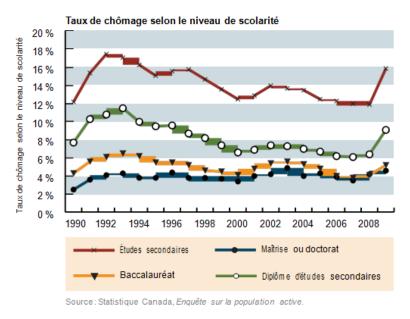


Figure 4. Le taux de chômage canadien est plus faible pour ceux ayant un diplôme d'études supérieures.

Les sommes que le gouvernement du Canada offre aux chercheurs et aux étudiants par le biais des conseils subventionnaires sont un investissement crucial dans le développement de diplômés supérieurs productifs, mobiles, prêts à entrer sur le marché du travail, et représentent un investissement crucial dans l'avenir du Canada. La contribution que ces personnes apporteront à l'économie, à la société et au programme d'innovation du Canada remboursera plusieurs fois cette contribution.

L'ACES recommande que le gouvernement du Canada augmente le financement aux organismes subventionnaires de recherche fédéraux, en particulier le soutien aux études supérieures, car il s'agit d'un investissement dans les Canadiens et dans l'avenir de notre économie canadienne innovatrice.

Comment faisons-nous pour attirer et retenir les diplômés qui nous seront nécessaires à l'avenir?

Bien qu'il y ait eu des augmentations importantes du recrutement aux cycles supérieurs (à la fois à la maîtrise et au doctorat) au Canada (figure 5), le Canada a été incapable de répondre à la demande pour des diplômes d'études supérieures.

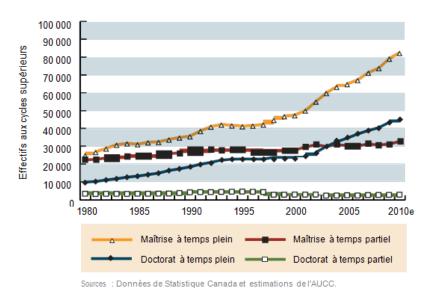


Figure 5. Inscriptions à temps partiel et à temps plein dans les programmes des cycles supérieurs.

En conséquence, le Canada s'est tourné vers le marché international (figure 6) pour répondre à sa demande et bénéficie de l'injection de nouveaux esprits et de modes de pensée différents. La figure 6 montre que, en 2010 il y avait quatre fois plus d'étudiants à temps plein à la maîtrise et quatre fois et demie plus de doctorants à plein temps, respectivement, au Canada qu'en 1980.

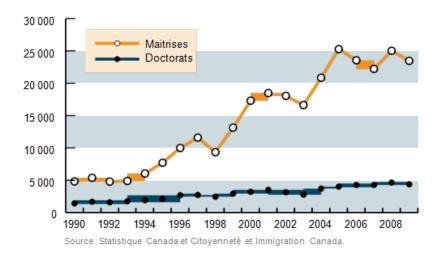


Figure 6. Le Canada a vu une augmentation significative des immigrants ayant obtenu un diplôme d'études supérieures.

Deux précisions doivent être faites :

 Le Canada doit faire plus d'efforts pour attirer les meilleurs diplômés en provenance du monde entier. La concurrence pour les meilleurs étudiants diplômés dans le monde est très forte, d'autant plus que les autres pays développés et émergents élaborent et commercialisent leurs propres systèmes d'éducation supérieure.

L'ACES demande au gouvernement du Canada d'accroître son assistance à la commercialisation des universités canadiennes à l'étranger sur des marchés spécifiques, comme cela a été fait lors du voyage très réussi ce printemps (2012) au Brésil piloté par le gouverneur général.

• La disponibilité d'étudiants aux cycles supérieurs de haute qualité (qui pourraient demeurer au Canada) et des travailleurs très instruits et formés ne peut être tenue pour acquis. Le Canada a glissé dans le classement de diplômés aux études supérieures de l'OCDE, passant de la tête en queue de peloton. Le Canada doit s'assurer de maintenir des programmes de haute qualité au sein de nos universités, qui produisent les diplômés nécessaires pour combler les futurs besoins économiques et sociaux.

Comment pouvons-nous assurer que les diplômés sont prêts à entrer sur le marché du travail?

Il est reconnu au sein de la communauté universitaire qu'il est nécessaire de bonifier l'éventail des compétences des diplômés qui entrent dans le monde du travail. Comme l'a déclaré le professeur Douglas Peers, alors vice-président associé et doyen des études supérieures à l'Université York (dans son discours lors d'une conférence intitulée *Suivez votre chemin*:

exploration et soutien au perfectionnement des assistants d'enseignement et des étudiants aux études supérieures, qui s'est tenue à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario à Toronto en mai 2011), concernant la nécessité de la formation axée sur les compétences :

...il est essentiel que nos institutions préparent et confèrent des diplômes aux étudiants aux études supérieures qui sont souples, adaptables et (pour le dire crûment) plus immédiatement prêts à entrer sur le marché du travail que cela a pu être le cas par le passé.

...nos étudiants ont besoin de profiter de notre volonté de mettre notre temps et nos ressources pour compléter leur formation de base avec une formation axée sur les compétences qui les aideront à tracer leurs voies dans le monde du travail, de sorte qu'ils auront la possibilité de réaliser leur potentiel de contribution au monde extérieur de différentes manières.

L'ACES demande au gouvernement fédéral d'investir dans la formation axée sur les compétences innovantes pour les étudiants aux études supérieures dans toutes les disciplines qui viendront complémenter leurs compétences académiques et les rendre à la fois plus compétitifs et prêts à entrer sur le marché du travail.